

Premiers constats après les élections européennes

Par le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP) Le 20 juin 2009.

Sommaire

- * L'hyper-abstention ne provoquera aucune « prise de conscience » salutaire, (...)
- * La gauche – toute la gauche – devra clarifier ses positions européennes
- * La désobéissance européenne et l'hypothèse de la sortie de l'Union européenne (...)
- * L'analyse du résultat des élections européennes doit tenir compte de (...)
- * Le présent document comprend donc 6 annexes
 - * Annexe 1 : Classification des forces politiques de l'Union européenne en (...)
 - * Annexe 2 : Synthèse des résultats de l'élection européenne 2009
 - * Annexe 3 : Dans 9 pays de l'Union européenne, les partis socialistes et la (...)
 - * Annexe 4 : Dans 4 pays de l'Union européenne, des partis socialistes exercent (...)
 - * Annexe 5 : Dans 10 pays de l'Union européenne la droite classique exerce (...)
 - * Annexe 6 : Cas particuliers

Avec les élections européennes de juin 2009, un nouveau pas a été franchi vers la fin du mythe européen. Afin d'évacuer le problème et cacher la poussière sous le tapis, les commentaires des grands médias ne portent essentiellement que sur la politique intérieure de chaque pays. Il n'est pas question de la nouvelle majorité au Parlement européen et de l'impact qu'elle aura ou non sur la politique européenne. C'est comme si cette élection n'avait pas d'effet sur les questions essentielles : lutte contre le réchauffement climatique et la préservation de la planète, paix dans le monde, stabilité financière et monétaire, mesures à prendre pour éradiquer la pauvreté, mise en œuvre de politiques d'égalité, développement de l'emploi utile et des services publics, etc. Il est vrai que pour chacun de ces sujets le Parlement européen n'a strictement aucun pouvoir. Après avoir amusé la galerie pendant les élections européennes sur les prétendus pouvoirs du Parlement européen, les grands médias tournent la page et parlent désormais d'autre chose... Il est vrai que jamais l'abstention n'avait été aussi considérable, ôtant toute légitimité à ce « Parlement » qui vient d'être élu, remettant en cause son mode d'élection. Le taux d'abstention, de 57% à l'échelle de l'Union européenne, a encore augmenté par rapport aux élections de 2004 où il avait déjà battu un record avec 54,6%.

L'hyper-abstention ne provoquera aucune « prise de conscience » salutaire, bien au contraire

L'hyper-abstention signifie que dans certains pays 6, 7 ou 8 citoyens sur 10 ne sont pas allés voter. C'est le cas dans les pays suivants : Slovaquie 80,4% ; Lituanie 79,1% ; Roumanie 72,7% ; Pologne 72,6% ; République tchèque 72,2% ; Slovénie 72%. Quelle est la légitimité des députés « élus » dans ces conditions ? Aucune. La présente démonstration pourrait néanmoins s'exposer à la critique de prendre des cas particuliers, car les pays de l'ancienne zone soviétique, qui concentrent la plupart des cas d'hyper-abstention, nécessitent probablement une période d'acclimatation à la démocratie et au suffrage universel. Peut-être. Mais voilà vingt ans que le Mur n'existe plus ! Pour ne pas tomber sous le coup de cette critique facile, des cas plus convaincants peuvent être pris dans de vieilles démocraties, dont certaines sont membres du système européen depuis le début ou presque de ce cauchemar. C'est le cas des pays suivants, dont le taux d'abstention retire lui aussi une bonne partie de la légitimité à ceux qu'ils ont envoyés à Strasbourg : Portugal 63,7% ; Pays-Bas 63,5% ; Grande-Bretagne 65,2% ; Finlande 59,7% ; France 59,6% ; Autriche 56,7% ; Allemagne 56,5% ; Suède 56,2% ; Espagne 55,7%. Les forces politiques françaises et européennes qui s'inquiètent de cette hyper-abstention doivent en tirer toutes les conséquences, si elles sont vraiment attachées à la démocratie comme elles le prétendent. Elles doivent donc commencer par dire que le Parlement européen n'est pas légitime. Leur silence signifierait l'approbation de cette mascarade. Ensuite ces forces politiques devraient, par simple raisonnement déductif et en pure logique, se poser les questions suivantes en tentant d'y trouver une réponse :

- * Comment ce « Parlement » censé rassembler les représentants des peuples des pays membres de l'Union européenne pourra-t-il « représenter » des peuples qui n'ont pas voté pour lui ?
- * Comment un tel « Parlement » aussi mal élu, dont on nous a affirmé pendant la campagne électorale qu'il disposait de plus en plus de pouvoirs, pourra-t-il s'affirmer face au Conseil et à la Commission européenne ?
- * Comment un « Parlement » aussi illégitime pourra-t-il légiférer comme si rien ne s'était passé ? Que vaudront les « actes » ainsi votés ?
- * Comment croire que l'on peut construire une quelconque union européenne dans l'indifférence ou même l'hostilité d'une majorité des peuples ?

La gauche – toute la gauche – devra clarifier ses positions européennes

Le Parti socialiste, marabouté par le mythe européen, devra trouver les moyens de revenir à la lucidité et prendre ses distances, d'une manière ou d'une autre, avec le système de Bruxelles. La gauche de gauche, quant à elle, devra clarifier ses analyses car elle se trouve désormais dans l'impasse. Les contradictions qu'elle accumule sur la question européenne expliquent pour une bonne part son score encourageant mais modeste. En effet, la perspective politique du Parti de gauche (PG) et du Parti communiste français (PCF) est la signature de nouveaux traités européens, alors que le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) préconise une « constituante » européenne. Ces objectifs n'ont de sens que dans le très long terme, ils n'en ont aucun dans le court et moyen. Après les élections européennes 2009, il est évident – et chacun devrait le reconnaître – qu'il n'existe aucun rapport de force, à l'échelle des Vingt-Sept, pour parvenir à brève échéance à la refonte des traités européens ou à une constitution européenne sur des bases de gauche ou même simplement progressistes. La gauche ne peut pas dire d'un côté que la droite a gagné ces élections de manière « écrasante », et d'un autre côté continuer à prétendre qu'il est possible de parvenir à la signature de nouveaux traités européens ou à une constitution européenne ayant un contenu progressif. C'est contradictoire, c'est

incompatible ! Des nouveaux traités, pourquoi pas, c'est une hypothèse comme une autre quoique présentant de nombreux inconvénients, mais ça n'est possible que dans un futur indéterminé, le temps de créer et de rassembler les forces sociales qui pourront porter le projet. Et en attendant on fait quoi ? C'est là la difficulté du PG, du PCF et du NPA qui ne proposent pas, pour l'instant, de programmes de transition. Que fait-on en attendant de pouvoir changer les traités ? La question d'une « constituante » européenne pose les mêmes problèmes. Il n'existe pas encore de « peuple européen », base indispensable sur laquelle asseoir la légitimité d'une constitution. En outre, l'hyper-abstention actuelle, si elle devait perdurer, frapperait cette hypothétique constituante européenne, matrice d'une telle constitution, de la même absence de légitimité que le Parlement européen d'aujourd'hui. Par quelle magie les électeurs qui s'abstiennent en masse aux élections européennes viendraient-ils élire leurs représentants à cette constituante ? Dans un cas comme dans l'autre, c'est l'articulation entre le très long terme et le court et moyen terme qui doit être repensé.

La désobéissance européenne et l'hypothèse de la sortie de l'Union européenne pour se libérer du piège eurolibéral

Les partis politiques de gauche doivent répondre à ces questions et réfléchir aux moyens de se sortir de ce piège. La désobéissance européenne proposée par le M'PEP est un des moyens d'y contribuer. C'est l'acte d'un gouvernement qui refuse par exemple de transposer dans son droit national des arrêtés ou des directives émanant de l'Union européenne, au nom de la souveraineté populaire et de la souveraineté nationale, notions indissociables. C'est refuser d'appliquer les directives de libéralisation, celles à venir et celles déjà transposées dans le droit national, qu'il faudra « détransposer ». La désobéissance européenne est également un objectif de lutte immédiat, notamment pour le mouvement syndical : imposer au pouvoir en place de désobéir tout de suite, sans se cacher derrière « Bruxelles ». Le M'PEP propose aussi de débattre sereinement de l'hypothèse de la sortie de l'Union européenne. Comment est-il possible d'imaginer que le système actuel soit encore viable après l'élection 2009 ? Pourquoi la gauche continuerait-elle à faire semblant de croire à un système qui détruit les solidarités et n'a d'autre objectif que le libre-échange ? La sortie de l'Union européenne ne signifie pas être « contre l'Europe », comme on l'entend parfois dire chez des militants de gauche désorientés. Pour construire d'autres relations entre les peuples et les nations d'Europe – de toute l'Europe, celle des 49 pays qui la composent et pas simplement les 27 de l'Union européenne – il faut commencer par se débarrasser du système en décomposition de Bruxelles. Ceux qui continuent à faire de l'acharnement thérapeutique sont en réalité « contre l'Europe », pour reprendre cette expression moralisatrice dénuée de sens. Ils retardent la perspective d'une recomposition de l'Europe sur des bases radicalement différentes. Il faut débrancher le malade, faire son travail de deuil et reconstruire autre chose. On pourrait conclure de cette Bérézina que le seul effet de l'abstention serait finalement positif, puisqu'elle serait supposée accélérer la prise de conscience du caractère nuisible et illégitime du système actuel de l'Union européenne. Il n'en est rien et c'est là l'erreur de ceux qui se sont abstenus de manière active. Ils ont adopté une posture purement intellectuelle, abstraite, apolitique. Pour les autres, ceux qui se sont abstenus par lassitude, par dégoût de la non prise en compte du résultat du référendum de 2005, s'il est essentiel de saisir le sens de leur geste qui dit le rejet des peuples, et principalement des classes populaires et des jeunes de la « construction » européenne actuelle, force est de constater que cette démarche est dans la réalité inefficace politiquement. Il n'est qu'à observer, d'ailleurs, le comportement des forces de droite : elles exultent. Et elles ont de quoi puisqu'une partie de la gauche leur a laissé le terrain libre et a renoncé au combat. Nul mea culpa n'est à attendre des classes dirigeantes ou des forces pro-système, bien au contraire, car le système de Bruxelles génère désormais, de lui-même et automatiquement, des majorités taillées sur mesure ! Pourquoi en changer ? L'idéal serait même de mettre en place dans chaque pays la recette qui donne de si bons résultats à l'échelle de l'Union européenne. S'il fallait encore un argument pour démontrer l'inanité de l'abstention, il suffirait de renvoyer à l'expérience des pays nouveaux membres de l'Union européenne. Ils connaissent pour la plupart des taux d'abstention extravagants, généralement en hausse en 2009 par rapport à l'élection européenne de 2004 (ou de 2007 pour la Bulgarie et la Roumanie qui ne sont entrées dans l'Union européenne qu'au 1er janvier 2009). Que s'est-il passé, dans ces pays et à l'échelle de l'Union européenne, après cette hyper-abstention ? Rien. Et il ne se passera rien non plus après 2009. Tout continuera comme avant, tout le monde fera semblant.

L'analyse du résultat des élections européennes doit tenir compte de l'hyper-abstention

Les premières analyses des élections européennes 2009 qui mettent l'accent sur la gauche qui serait « dans le trou », la droite qui gagnerait « partout » et les écologistes qui connaîtraient un « succès fracassant » à l'échelle européenne sont erronées. Elles omettent toutes de rappeler que cette élection européenne est dénuée d'une bonne partie de sa signification du fait précisément de l'hyper-abstention. L'abstention des classes populaires a été massive partout dans l'Union européenne. Dans certaines villes et quartiers populaires, en France notamment, le taux d'abstention dépasse 70% et atteint même 80 ou 90% dans certains pays. L'abstention de la jeunesse, elle aussi, a été massive : 81% chez les jeunes de 18 à 34 ans en France. Au total, cette abstention a provoqué un glissement de terrain à droite, car les beaux quartiers, eux, ont voté. On ne peut donc parler simplement de « victoire de la droite » comme si cette élection européenne était une élection « normale », mais d'une désaffection des classes populaires et de la jeunesse qui a frappé la gauche et a profité mécaniquement à la droite. Cette abstention se double d'un second phénomène qui touche, cette fois, des mouvements de voix chez ceux qui ont voté : les classes moyennes se sont largement détournées de la gauche socialiste dans plusieurs pays de l'Union européenne, particulièrement en France, pour se déplacer vers des listes écologistes. C'est avec ces éléments qu'il faut analyser les résultats de ces élections. Conformément à sa vocation d'éducation populaire, le M'PEP met à disposition les données factuelles qui seules permettront, dans une seconde étape, de procéder à des analyses fondées. Comme il se dit et s'écrit n'importe quoi sur le résultat de ces élections, le mieux était dans un premier temps de dresser un constat précis de ses résultats.

Le présent document comprend donc 6 annexes :

- Annexe 1 : Classification des forces politiques de l'Union européenne en 2009.
- Annexe 2 : Synthèse des résultats de l'élection européenne 2009.
- Annexe 3 : Dans 9 pays de l'Union européenne, les partis socialistes et la droite gouvernent ensemble.
- Annexe 4 : Dans 4 pays de l'Union européenne, des partis socialistes exercent seuls le pouvoir.
- Annexe 5 : Dans 10 pays de l'Union européenne la droite classique exerce seule le pouvoir.
- Annexe 6 : Cas particuliers.

(2eme partie le 1^{er} Juillet ou à retrouver sur le site <http://www.m-pep.org/spip.php?article1362>)